



COMMUNIQUE DE PRESSE

UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE – FEDERATION DES CPAS

OFFRE STAGE EN COMMUNE A DETRACTEURS STERILES

L'Union des Villes et Communes de Wallonie s'étonne de l'attaque de Messieurs Aernoudt et Destexhe contre les services de proximité aux citoyens.

Il manquait peut être les communes et les CPAS au 'tableau de chasse' de certains.

Les pouvoirs locaux ne laisseront pas s'attaquer à ce qui est la base de notre démocratie.

Vous voulez du sens à quelques chiffres chocs ? C'est bien volontiers que nous vous le donnerons.

340.000 personnes au service des communes. C'est trop ? Trop pour le service de proximité ? Trop pour les missions sans cesse déléguées par le Fédéral et la Région aux communes et CPAS ? Trop pour reprendre à la charge des communes les services que le privé délaisse pour cause de non rentabilité (oserait-on penser à La Poste ?) ?

D'abord petit rectificatif, ces soi-disant 340.000 personnes dont parlent Messieurs Aernoudt et Destexhe correspondent en réalité à 270.000 équivalents temps plein, dans la mesure où l'emploi local a, depuis longtemps, adapté son temps de travail à une saine balance entre la vie professionnelle et privée.

Ces 270.000 personnes ce sont:

- 109.000 personnes pour les communes, c'est-à-dire pour les services de proximité comme le logement, les pompiers, les services à la population, l'enfance, l'emploi, l'environnement, l'urbanisme, le sport, la culture, le développement local, le commerce, ... mais aussi pour faire des communes le premier investisseur du pays en termes de travaux publics, en voirie, en rénovation urbaine, ... Quel levier de développement que constitue votre commune : le secteur de la construction ne pourra que vous dire combien il compte sur l'investissement communal;
- 62.000 personnes pour les CPAS, qui accueillent les personnes âgées dans les maisons de repos et de soins, les familles pour les aider, les personnes qui souhaitent se réinsérer professionnellement ou bénéficier du Fonds mazout et puis toutes celles qui sont laissés pour compte, éjectées des statistiques du chômage par le Fédéral et rendues au revenu d'intégration sociale et à l'aide sociale;

- 16.000 personnes pour les intercommunales c'est-à-dire pour l'électricité, l'eau, les égouts et l'épuration des eaux usées, le gaz, les déchets, les zonings industriels, ...;
- 32.000 personnes pour la police ... pour la sécurité de chacun;
- 36.000 personnes pour les hôpitaux.... pour la santé de tous;
- 15.000 personnes dans les provinces.

Notez encore que nous n'avons pas attendu les 'attaques' : les communes connaissent les indicateurs de gestion et se comparent souvent les unes aux autres ne serait-ce que via les profils financiers de Dexia ou les outils développés par le Conseil de l'Europe.

Notez aussi que les CPAS voient leurs frais de fonctionnement sous contrôle depuis plusieurs années même si leurs missions augmentent. En outre, communes et CPAS sont sur la voie du développement de bonnes pratiques en matière de synergies et de mises en commun de ressources pour réaliser des économies d'échelle.

Renseignements:

Paul Furlan, Président de l'Union des Villes et Communes de Wallonie – 0475/87.91.13.

Claude Emonts, Président de la Fédération des CPAS – 0475/51.26.29.

Alain Depret, Attaché de presse - 081/24.06.40 – 0472/32.59.39

A consulter:

L'espace presse du site internet de l'Union des Villes et communes de Wallonie:

www.uvcw.be/presse

Cet espace est dédié aux journalistes qui considèrent l'Union comme une institution digne de confiance et particulièrement au fait de l'actualité en matière communale.